

Stéphanie DAVIOT
CID

2006/2007

Economie du développement :

Le modèle de développement vénézuélien.

Février 2007

PLAN :

Introduction.....P :3

Partie I : Le modèle de développement vénézuélien : entre « démocratie participative » et autoritarisme.....P :3

A/ Une politique avant tout sociale.....P :3

- 1 : Equité et participation
- 2 : Le pétrole principal outil de financement des politiques de développement.
- 3 : Des mesures révolutionnaires ?

B/ Une démocratie de façade ?.....P : 6

- 1 : La promotion de la participation locale
- 2 : L « Hyper personnalisation du pouvoir »

Partie II : Une politique internationale offensive.....P :8

A/ Les ambitions régionales et internationales du régime chaviste.....P :8

- 1 : Le Venezuela au cœur de l'intégration régionale.
- 2 : Une indépendance et une puissance revendiquée sur la scène internationale.

B/ La projection continentale du modèle.....P :9

- 1 : Le socialisme du XXI ème siècle
- 2 : Un modèle exportable ?

Conclusion.....P :11

Le 27 février 1989 marque au Venezuela le début du « Caracazo ». Pendant plusieurs jours les classes populaires vénézuéliennes affrontent les forces de l'ordre dans la capitale. A l'origine de ce soulèvement la décision du gouvernement Perez de se placer sous la tutelle du FMI afin de pallier au surendettement du pays. Cette politique du « grand virage » s'est traduite par des privatisations, la dévaluation du bolivar ou encore le dégel des prix sur de nombreux produits.

La détérioration des conditions de vie de la population engendrée par ces mesures (notamment l'élévation du prix des transports) conjuguée à la colère de cette dernière vis-à-vis d'un système politique corrompu expliquent le déclenchement de l'insurrection.

Le « Caracazo » symbolise le début d'un mouvement populaire puissant et permanent qui favorisera l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez.

Ancien responsable militaire, Chavez a su se présenter comme l'homme providentiel. Après un coup d'Etat raté en 1992 dont il endosse la responsabilité, il parvient à recueillir l'adhésion de la population aux élections de 1998. Se définissant avant tout comme le candidat du peuple, Chavez affirme vouloir débarrasser le pays des maux dont il souffre : corruption gouvernementale, pauvreté... Son désir de changement se manifeste dès son arrivée au pouvoir par la mise en place d'une nouvelle constitution qui entend « refonder la nation » et consacre le début de la « révolution bolivarienne ».

Quel est le modèle de développement mis en œuvre par Chavez au Venezuela ? Ce modèle a-t-il vocation à s'étendre au sous continent ?

I:Le modèle de développement vénézuélien : entre « démocratie participative » et autoritarisme .

Le projet économique et social bolivarien se veut avant tout anti-néolibéral. Chavez entend, grâce aux revenus du pétrole et par le biais de la participation populaire œuvrer en faveur des plus démunis. Les mesures qu'il a mis en place ont souvent été taxées de révolutionnaires, qu'en est-il réellement ?

Cette politique ambitieuse à un prix : le renforcement du pouvoir du leader. S'achemine-t-on vers une dictature ?

A/ Une politique avant tout sociale

1/ Equité et participation

La rhétorique chaviste insiste sur le fait qu'une démocratie ne se réduit pas à sa seule dimension politique mais doit favoriser l'insertion économique de chaque individu et lutter contre la marginalisation des plus pauvres.

Le gouvernement vénézuélien souligne que contrairement à certaines politiques qualifiées de « progressistes », l'Etat n'entend pas uniquement distribuer de l'argent aux pauvres mais

« (...) transformer en citoyen(-ne) une personne marginalisée, qu'elle ait une carte d'identité, qu'elle apprenne à lire et fasse des études, qu'elle fasse partie d'un réseau social. »¹

Dans cette optique, la politique sociale menée par Chavez au Venezuela s'étend bien au delà des mesures de redistributions classiques.

Le symbole de cette politique est les « missions », programmes qui ont mis en place un système de santé communautaire, des supermarchés subventionnés, des politiques d'éducation et d'alphabétisation des adultes, des bourses pour les étudiants...

Lancée en 2003, la mission « Barrio adentro » entend créer un réseau de santé primaire dans les quartiers populaires. Les médecins des dispensaires présents 24h/24h soignent et distribuent des médicaments mis à leur disposition gratuitement. Ces mesures « ponctuelles » sont complétées par des politiques d'ordre « structurelles » qui entendent changer radicalement le mode de vie des populations les plus défavorisées.

Revendication commune à l'ensemble du sous continent et pomme de discorde dans de nombreux pays tels que le Brésil, la réforme des terres urbaines et agricoles a débuté dès le début du mandat de Chavez.

Dans le premier cas, cette mesure permet aux « exilés » des campagnes qui habitent pour la plupart aux alentours des grandes villes d'obtenir un titre de propriété sur les terres qu'ils occupent.

La réforme agraire prévoit quand à elle que les terres cultivées dépassant une certaine taille pourraient être redistribuées. Les propriétaires légitimes devant être indemnisés à hauteur des prix

Au-delà de l'aspect social, les politiques du gouvernement se centre sur un « développement endogène » visant à diversifier l'économie du Venezuela et à casser la dépendance vis-à-vis du « capital international ».

Dans cette optique, l'expansion des institutions de micro crédit a été favorisée et l'Etat apporte une attention particulière aux petites et moyennes entreprises.

Le leader vénézuélien entend valoriser le concept de « démocratie participative » en favorisant le rôle des populations au sein du processus de production. Les programmes d'insertion socioprofessionnelle sont encouragés et le gouvernement promeut des nouveaux mode de gestion des entreprises et particulièrement le système de coopérative.

[2/ Le pétrole principal outil de financement des politiques de développement.](#)

La mise en place du modèle de développement économique vénézuélien est largement financée par les revenus pétroliers.

En 2005, le pays a déclaré avoir produit près de 3 millions de barils de pétrole et possède par ailleurs les plus grosses réserves d'or noir du monde².

¹ LEVEQUE, F, « Venezuela : Une révolution démocratique », www.risal.collectif.net, août 2005.

² www.wikipédia.fr

La rhétorique bolivarienne insiste sur la nécessité pour le Venezuela de se réappropriier les ressources pétrolières et ce notamment par la prise de contrôle de la holding étatique : « Pétroleos de Venezuela » (PDVSA).

Les années 1980-1990 avaient consacré la montée en puissance de l'entreprise qui fonctionnait comme un véritable Etat dans l'Etat, comme une multinationale omnibus par le profit au dépend du gouvernement. La part des recettes perçues sur les exportations et versée par PDVSA à l'Etat s'était constamment amenuisée, passant de 70,6 % en 1981 à 38,6 % en 2000³.

La grève menée par l'opposition en décembre 2002 et soutenue par les dirigeants de l'entreprise a permis au gouvernement de réaffirmer son autorité sur cette dernière en renvoyant les cadres qui lui étaient hostiles et en les remplaçant par des proches du pouvoir.

La main mise de l'Etat sur la manne pétrolière s'est également traduite par l'obligation, et ce depuis le 1 avril 2006, pour les multinationales du pétrole présentes au Venezuela d'intégrer des partenariats public-privé par le biais de joint-venture avec « PDVSA ».

En parallèle, Chavez a exigé le paiement des arriérés d'impôts dus par les compagnies étrangères au gouvernement et qui auraient été à l'origine d'une perte de plus de 3 milliards de dollars pour l'Etat⁴.

La politique menée par le leader vénézuélien dans le domaine pétrolier a été l'occasion d'un déchaînement « hystérique » de l'opposition et d'une partie de la communauté internationale qui agite le péril communiste et voit dans ces mesures le début de la « cubannisation » du régime.

Pourtant, malgré les attaques verbales répétées de Chavez à l'égard des multinationales pétrolières et son désir renouvelé de « rendre le pétrole au vénézuélien » sa politique en la matière est des plus réaliste.

En effet, les multinationales continuent à avoir accès au marché par le biais de leur association avec l'Etat.

Par ailleurs, certaines concessions pétrolières, comme dans le cas du projet « *Plateforme pour le delta* » (de l'Orénoque) ne sont pas seulement accordées aux « entreprises mixtes », mais directement adjudgées à des compagnies telles que Chevron-Texaco ou Statoil.

[3/ Des mesures révolutionnaires ?](#)

Comme l'illustre le cas du pétrole. Il a longtemps existé au Venezuela une grande différence entre le discours bolivarien qui se voulait radical et en total opposition avec les dogmes néo libéraux et les politiques de gouvernement vénézuéliens. Malgré les accusations de communisme dont il a fait l'objet, le gouvernement a jusqu'à récemment, mené une politique des plus pragmatique.

Le problème de la réforme agraire illustre ce positionnement. Si l'opposition vénézuélienne a fait campagne contre ce qu'elle définissait comme le début d'une collectivisation des terres, d'expropriations sauvages et de marche vers un système soviétique, les faits vont à l'encontre de ces acceptions. Jusqu'à la fin 2004, l'ensemble des terres redistribuées appartenait à l'Etat.

³ JAVIER MEDINA, D, « *Les arnaques de PDVSA et la possible intervention des Etats-Unis* », www.risal.collectif.net, Janvier 2003.

⁴ LEMOINE, M, « *Le Venezuela de Chavez* », Editions alternatives, Paris, 2006.

Ce n'est qu'à partir de cette date que le gouvernement, par le biais de la mission « Zamora » a mis en œuvre la répartition de près de 1,5 millions d'hectares de terres privées⁵

Par ailleurs, tandis que Chavez ne perd jamais une occasion de fustiger le rôle du FMI et les conséquences désastreuses de ses actions pour la région, le Venezuela a remboursé consciencieusement la dette qu'elle avait contractée auprès de ce dernier.

Certaines mesures ont été prises par le gouvernement afin de favoriser les investissements étrangers à l'image de la « loi sur la promotion et la protection des investissements » et la « loi organique des télécommunications » que de nombreux investisseurs internationaux ont cité en exemple d'ouverture et de transparence.

Pourtant, le « réalisme pragmatique » dont avait semblé faire preuve jusqu'ici le gouvernement vénézuélien, semble avoir laissé place à un politique plus radicale. Après sa réélection en Décembre 2006, Chavez a en effet accéléré le processus de nationalisation en procédant au rachat de la compagnie « Electricidad de Caracas » en Février et en prenant le contrôle de la principale entreprise de télécommunication : « CANTV ». Ses récentes déclarations menaçant de nationalisation les supermarchés qui vendent des denrées de base à un prix supérieur à celui fixé par l'Etat confirment peut être la nouvelle orientation de la politique chaviste, politique qui semble par ailleurs s'orienter de plus en plus vers l' « hyper personnalisation » et la main mise du président sur l'ensemble du pays.

B/Une démocratie de facade ?

1 : La promotion de la participation locale

.

Comme nous l'illustre le cas des coopératives, Chavez entend renforcer la participation des citoyens à la vie politique, économique et sociale de pays. Le modèle de « démocratie participative » qu'il veut mettre en œuvre se veut plus avancé que la « démocratie classique » car plus à l'écoute des besoins de la population.

Sur le terrain, la démocratie participative se traduit par la mise en place de conseils de planification locale et par la participation des habitants aux programmes sociaux.

Le problème crucial de l'accès à l'eau est par exemple, géré dans les zones les plus pauvres par des « tables techniques de l'eau ». A l'occasion de celles-ci les populations, les autorités locales ainsi que les entreprises chargées de la gestion de l'eau dans la zone se réunissent afin de discuter des politiques à mettre en œuvre. Ces formes de concertation au sein desquelles les populations locales jouent un rôle important ne sont pas sans rappeler le modèle brésilien de « budget participatif ».

Dans le domaine politique la constitution mise en place en 1999 par le gouvernement prévoit divers mécanismes de contrôle des populations sur les élus. Le meilleur exemple de cette « vigilance citoyenne » est le référendum révocatoire prévu contre tous élus publics à partir

⁵ *Op cit.*

de la moitié de son mandat dont Chavez, les députés de sa coalition et certains députés de l'opposition ont fait l'objet en août 2004.

L'aide et la valorisation des médias communautaires sont un autre volet de cette politique participative.

Pourtant, il semble exister un réel décalage entre la participation locale des populations et leur réel pouvoir de décision.

2 : L' « hyper personnalisation » du pouvoir.

Pour beaucoup d'observateurs, bien que les mécanismes de constructions démocratiques soient mis en avant au Venezuela, le pouvoir reste concentré dans les mains d'un seul et même homme : Hugo Chavez.

On assiste dans le pays à une « hyper personnalisation » du pouvoir. Dès ses débuts, la révolution bolivarienne n'a semblé reposer que sur le président dont la seule volonté déterminait l'action du gouvernement. La mainmise du chef de l'Etat est à la fois due à la puissance tant économique que diplomatique que lui confère le pétrole et à la division et aux improvisations de l'opposition. Longtemps prisonnière d'une rhétorique agressive et stérile vis-à-vis de Chavez cette dernière a toujours échoué dans ses tentatives de renverser le régime. L'échec de la grève générale de décembre 2002 ainsi que du référendum révocatoire d'août 2004 témoignent en effet de l'appui populaire dont bénéficie le président. Ce soutien s'explique tant par les retombées de son action sociale que par le lien direct qu'il a créé avec la population.

D'origine modeste, physiquement identifiable aux couches les plus marginalisées de la société, Chavez par un langage simple a su « séduire » les vénézuéliens.

Dotée d'une forte personnalité le président est capable durant ses discours d'électriser les foules. Chaque semaine dans son émission « Alo presidente », il répond aux questions des téléspectateurs, explique sa politique. Il lui est même arrivé de congédier des ministres en direct ! Ce lien qu'il a établi avec la population à laquelle il ne cesse de multiplier les promesses le fait apparaître aux yeux de certains comme un populiste.

La domination de Chavez a pour conséquence l'absence de débat au sein des instances supérieures et l'avènement d'une pensée monolithique calquée sur celle du président. L'annonce de la création d'un parti unique en décembre 2006 (sans que cela ait fait l'objet d'un débat) regroupant l'ensemble des forces chavistes et excluant du gouvernement ceux qui refuseraient d'y participer illustre parfaitement la dérive du pouvoir. Par ailleurs, ce pouvoir tend à se militariser comme en témoigne la place croissante prise par les militaires au sein de la société civile, dans les programmes sociaux, ainsi que les invitations faites aux civils à rejoindre les services militaires afin de défendre la révolution bolivarienne.

A cette omniprésence de Chavez dans la vie politique du pays s'ajoute l'inertie de la bureaucratie vénézuélienne qui se caractérise par ailleurs, par ces pratiques corruptives.

Si le gouvernement chaviste a maintes fois répété son intention de lutter contre ces dernières, les pratiques clientélistes sont toujours en vigueur et souvent facilitées par l'importance de la manne pétrolière et des rentes qu'elle dégage. Comme au temps des gouvernements les plus corrompus il se serait formé à la tête de l'Etat vénézuélien une sorte de caste de privilégiés accaparant les ressources de l'Etat au détriment de la population

II : Une politique internationale « offensive ».

Au-delà de la révolution bolivarienne qu'il mène au Venezuela, Chavez insiste sur la nécessité de consolider la position de son pays sur la scène internationale en renforçant les liens entre les gouvernements latino américains et en multipliant ses partenaires au niveau mondial . Il encourage par ailleurs, l'extension du modèle vénézuélien sur l'ensemble du sous continent.

A/ Les ambitions régionales et internationales du régime chaviste.

L'importance de la manne pétrolière permet au Venezuela de jouer un rôle de leader sur le plan régional et conforter sa place au sein du concert international.

1 : Le Venezuela au cœur de l'intégration régionale

D'un strict point de vue économique les aspirations du gouvernement vénézuélien se traduisent par la multiplication des accords commerciaux avec les pays latino américains et caribéens et la mise en œuvre d'initiatives visant à renforcer la coopération entre ces derniers.

L'un des exemples les plus probant de ce désir d'union est le projet de création d'une société pétrolière à l'échelle du continent : « Pétrosur ». Devant regrouper l'Argentine, la Bolivie le Brésil et l'Uruguay, la transnationale démarrerait avec des investissements conjoints sur trois projets : l'exploration gazifière et pétrolière en Argentine, la construction d'une raffinerie dans le nord du Brésil afin de traiter le pétrole vénézuélien et l'exploitation pétrolière dans le bassin de l'Orénoque

L'établissement de relations économiques entre les pays de la zone à l'initiative de Chavez est une donnée essentielle de la lutte anti libérale menée par le gouvernement vénézuélien. Les liens qu'il entend mettre en place au sein du sous continent promeuvent en effet des valeurs telles que la complémentarité et la solidarité.

Le projet « Alternative Bolivarienne pour les Amériques » (ALBA) lancé par Chavez en décembre 2001 en est la parfaite illustration. Visant à contrer l'initiative américaine de « Zone

de Libre Echange des Amériques » (ZLEA), l' « ALBA » entend avant tout créer des avantages comparatifs entre les nations qui permettraient de compenser les asymétries existantes. Elle prévoit notamment de se baser sur la création de fonds compensatoires pour corriger les disparités. Ce projet régional démontre la volonté des Etats de la zone de lutter contre l'influence étasunienne et plus généralement contre celle du capital international. A cet effet, est par exemple prévue la création d'une banque du sud qui serait un instrument de crédit des pays de la région et une arme d'autodéfense contre les attaques spéculatives contre leurs monnaies.

Par ailleurs, l'énorme potentiel énergétique du Venezuela et la rente qu'il dégagne permet au pays de mener une politique d'aide aux nations du sous continent.

Cuba (ainsi que d'autres nations pays d'Amérique centrale et des caraïbes) reçoit l'équivalent de 80 000 barils de brut par jour à prix préférentiels.

Afin, selon lui d'amoindrir la pression exercée par le FMI sur l'Argentine et l'Equateur, Chavez a procédé au rachat des bons de la dette de ces deux pays.

Sur ces questions, comme on l'observe sur le plan intérieur, on constate une certaine dichotomie entre le discours vénézuélien et le pragmatisme dont fait preuve le gouvernement.

Si Chavez critique régulièrement ceux qu'ils considèrent comme les alliés des Etats-Unis dans la zone (Mexique, Colombie.) Il n'a par exemple, jamais été question de remettre en cause les relations économiques liant le Venezuela à la Colombie. Chavez, conscient de l'enjeu que représentent les liens avec ce pays entretient de bonnes relations avec son président Alvaro Uribe. Les deux hommes discutent notamment d'un projet commun d'oléoduc vers le Pacifique.

Enfin cette coopération entre les nations latino américaine comprend un volet politique et culturel. La création de la communauté sud américaine des nations en 2004 prévoit notamment la mise en place d'un passeport, d'une citoyenneté commune et d'un parlement regroupant les pays de la zone. La coopération culturelle entre ces Etats s'est concrétisée en 2005 par la création de « Telesur » qui reprend l'idée lancée par Julius Nyerere dans le cadre du mouvement des non alignés d'une « télé sud pour le sud ».

Néanmoins, la promotion de cette intégration régionale n'est qu'un des volets du plan global mis en oeuvre par Chavez pour faire de son pays une puissance économique.

[2 : Une indépendance et une puissance revendiquée sur la scène internationale](#)

L'importance des réserves pétrolières vénézuéliennes permet au pays, alors que la situation est instable au Moyen Orient de se poser comme un fournisseur « sur » d'or noir et de conforter sa place sur l'échiquier international. Chavez plaide de façon répétée pour la mise en oeuvre d'un bloc pétrolier latino américain conduit par Caracas qui tout en le protégeant face à une éventuelle intervention des Etats-Unis lui donnerait une assise internationale qui avait fait la force de l'OPEP.

Bien que le Venezuela reste l'un des quatre principaux fournisseurs d'or noir des Etats-Unis, il ne cesse d'affirmer son désir de tenir tête à l' « hyperpuissance » américaine et d'acquérir une plus grande indépendance.

Dans cette optique, le gouvernement vénézuélien renforce notamment ces liens avec la Chine dont les énormes besoins énergétiques expliquent l'intérêt pour le Venezuela. A la suite de l'accord passé en 2004 entre Chavez et le président chinois Hu Jintao, le gouvernement vénézuélien s'est engagé à soutenir Pékin en augmentant les réserves stratégiques. En contrepartie la Chine réalisera des investissements dans le secteur agricole au Venezuela et favorisera le développement de quinze champs pétroliers actuellement hors d'activité.

Le désir d'indépendance vénézuélien se manifeste également sur le plan militaire puisque Chavez a opté ces dernières années pour l'achat d'armes auprès de la Russie ou de l'Espagne.

B/La projection continentale du modèle.

Dès son élection en 1998, Chavez n'a eu de cesse d'encourager la prise de pouvoir de dirigeants « de gauche ». L'élection de Lula au Brésil ou plus récemment de Noriega au Nicaragua ont été interprétées comme une victoire pour le dirigeant du Venezuela. Ces gouvernements sont-ils prêts et surtout capables de mener une politique similaire à celle du Venezuela ? Le socialisme du XXI^{ème} siècle est-il appelé à se répandre en Amérique Latine ?

[1 : Le socialisme du XXI^{ème} siècle](#)

N'ayant pas été formé politiquement par un parti ou une idéologie politique, Chavez a élaboré au fil des circonstances un modèle de développement politique et économique propre. Après avoir pensé organiser dans son pays un « forum » sur « la troisième voie blairiste », c'est finalement vers l'idée de « socialisme du XXI^{ème} siècle » qu'il s'est tourné. Lancé par le leader au forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2005, ce concept est désormais la doctrine officielle du régime. Chavez désire construire au Venezuela un socialisme plus libertaire, qui cherche la participation des populations. Il entend s'éloigner des postulats dogmatiques marxistes et affirme ne pas croire en les vertus de l'abolition de la propriété privée ou de l'établissement d'une société sans classe.

Ainsi, si le modèle vénézuélien paraît rejeté, contrairement aux accusations dont il fait l'objet, le mode de fonctionnement des régimes communistes, il n'en demeure pas moins opposé au modèle néo libéral et au pays qu'il considère comme son principal représentant : les Etats-Unis. S'inscrivant en rupture avec les politiques jusqu'alors menées ce modèle semble avoir fait des émules dans le sous continent comme en témoigne l'arrivée de président « de gauche » au gouvernement.

2 : Un modèle exportable ?

L'arrivée de dirigeants de gauche au pouvoir en Amérique Latine comme « Lula » au Brésil ou encore Kirchner en Argentine a été analysée de façon globale comme un « tournant à gauche » de l'Amérique Latine. Les velléités sociales dont ont fait preuve les nouveaux présidents et leur discours anti néo libéral ont pu faire croire à une exportation du modèle vénézuélien. Pourtant, il semble que les politiques appliquées, tant en Argentine qu'au Brésil soient plus orthodoxes. Aucun des deux pays n'est allé aussi loin que le Venezuela en matière de nationalisation. Si les dénonciations de Kirchner envers certaines grandes entreprises privatisées et les énormes profits qu'elles avaient réalisées dans les années 1990 ont abouti à la ré-étatisation des entreprises fautives, ce sont là des cas isolés. Il n'y a pas eu en Argentine de véritables avancées dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les ressources naturelles. Au Brésil, 60% des actions de la société Petrobras n'appartiennent pas à l'Etat mais à des intérêts privés étasuniens ou à leur prête nom⁶. Par ailleurs, la lenteur de la réforme agraire qui avait été l'un des fer de lance de la campagne de Lula a entraîné la rupture récente du Mouvement des sans terre avec le gouvernement.

Il ne semble pas exister dans ces pays comme au Venezuela (ou l'établissement d'une nouvelle constitution avait pour but de « refonder la patrie ») un désir de changer radicalement la société mais plutôt de faciliter son adaptation aux réalités de la mondialisation.

Au sein du sous-continent, seul le gouvernement bolivien semble se rapprocher de la politique chaviste. Elu en 2006, Evo Morales qui érige Chavez en modèle entend, comme ce dernier, « refonder le pays » au travers de la mise en œuvre d'une nouvelle constitution.

Le 1er mai, un décret pris par le gouvernement bolivien a obligé 26 entreprises étrangères opérant dans le pays à remettre à l'Etat leur production et à se soumettre aux politiques de prix et de volume d'exportation décrétées par l'entreprise nationale « Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos » (YPFB).

⁶ DABENE, O, L'Amérique Latine à l'époque contemporaine, Armand collin, 2006.

Le modèle de développement mis en œuvre par Chavez au Venezuela au travers de la « révolution bolivarienne » se veut une solution nouvelle pour sortir le pays et plus généralement le continent de la crise provoquée par les politiques libérales en Amérique Latine. Ce modèle où prédominent des valeurs telles que l'égalité ou la solidarité, combine une politique intérieure visant à la satisfaction des demandes des couches les plus marginalisées de la société et une ambitieuse offensive internationale ayant pour but de faire du Venezuela une puissance à part entière.

Il est extrêmement difficile d'établir un bilan de la politique de Chavez au Venezuela les débats entourant l'action et la personne du chef de l'Etat étant nombreux.

Au-delà des polémiques, les avancées sociales du gouvernement chaviste sont pourtant indéniables. La pauvreté a été réduite de plus de 12% depuis le début de son mandat en 1999. Dans le domaine de l'éducation, l'UNESCO a déclaré le Venezuela libre d'analphabétisme⁷.

Par ailleurs, la stabilité politique retrouvée conjugué au prix élevé du pétrole ont permis au Venezuela d'atteindre en 2005 un taux de croissance de près de 9,3%⁸.

Sur le plan extérieur, Chavez développe grâce au pétrole une diplomatie ambitieuse qui s'est traduite par le renforcement de la position du Venezuela sur la scène internationale.

Il ne fait nul doute que les revenus dégagés par l'or noir octroyé au gouvernement vénézuélien tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger une marge de manœuvre plus importante que celles d'autres gouvernements du continent (Brésil, Argentine) qui doivent se contenter de réformes plus timides. Si la Bolivie paraît mettre en œuvre la meilleure « copie » du modèle vénézuélien la force de l'opposition intérieure et la division des partisans de Morales laissent craindre un effondrement du gouvernement.

⁷ « *Le Venezuela* », in *Questions Internationales*, N°18, 2006.

⁸ www.diplomatie.gouv.fr

